

## REVUE DE PRESSE Mardi 22 octobre 2019



### L'anomalie

## Les policiers roulent avec sa voiture, elle paye leurs amendes

Une jeune femme dont le véhicule avait été saisi en 2015 et attribué à un service de police judiciaire a depuis reçu des dizaines de contraventions, qui ont notamment entraîné des saisies sur salaire. «C'est une dame qui avait été mise en examen dans un dossier concernant au départ son frère et sa voiture avait été saisie» en octobre 2015, a déclaré à Me Audrey Jankielewicz, avocate au barreau de Lille. «Mais, dès le départ, quelques jours après sa mise en examen, elle a commencé à recevoir des PV. J'avais écrit au magistrat instructeur pour dire qu'il était certain que ça ne pouvait pas être elle, mais ça n'a jamais cessé». Elle pointe les difficultés qu'engendre cette situation pour sa cliente, âgée d'une trentaine d'années et vendeuse dans le prêt-à-porter. «Elle se fait saisir très régulièrement et elle n'a plus de permis de conduire: ils ont fait tellement d'infractions qu'elle n'a plus de points».

## Le chiffre **75.9%**

Les internautes étaient appelés à se prononcer sur le site internet de Charente libre quant à l'utilité ou non de créer un statut de «personne animale», proposition faite hier par la



Fondation 30 millions d'amis. Le but: mieux défendre et protéger les animaux, «une évolution juridique inéluctable». La tendance est nette puisque sur les près de 500 votants, 75.9 % étaient favorables à la création d'un tel statut.

## L'originalité

## Prénoms: les parents inventifs

xit Camille, Louise, Léa, ou Louis, Gabriel, Léo, prénoms les plus donnés en France en 2019. Certains parents redoublent d'imagination pour que leur progéniture ne passe pas inaperçue lors de l'appel en classe, relève le journal Libération.

Si Clitorine et Vagina ont été refusées par la loi celle-ci stipulant que le prénom «ne porte pas préjudice à des tiers ou à l'enfant» - Tuba, Bruce-Lee, Merci Mireille, Alkapone, Batman, Barack Obama, Rolce-Roméo, Lola-Poupoune, Dior Gnagna, Cacharel, Louboutin, Meibelyne, Boghosse ou encore Youyou ont été acceptés. Autre tendance: celle d'ajouter une lettre - Nabila - ou d'en enlever comme Delphie. Ou même d'orthographier différem-

ment un prénom commun:



Robaire, Marijane, Ahntoni. A ce petit jeu, les «k», «y» et «h» sont particulièrement prisés. Ils sont même indispensables pour Khamylle et Khlaude.

#### Le retour des prénoms composés

Les prénoms composés reviennent aussi en force. Loin des Marie-Caroline ou des Jean-Marc, Ahthena Cherokee, Elvees Pressley, Christ Brythoon ou encore le surprenant Lumière Frida, ont été donnés. Mais parfois, les deux géniteurs ne s'entendent, résultat: ils mixent deux prénoms: Timoléon (Timothée et Léon) ou Kylienzo (Kylian et Enzo). Et pour conclure ce feu d'artifice des prénoms, voici le bouquet final: Laekkube, Merdive, ou Wentwhors. Ne cherchez pas d'explication, il n'y en a pas.

■ 45 nouveaux réfugiés dans les centres provisoires d'hébergement à Ruffec et Confolens ■ 40 dans des logements vacants en Charente limousine ■ Le territoire consolide son statut de terre d'asile.

# La Charente encore et toujours terre d'asile

Le fait que la population soit accueillante incite les jeunes à rester.

Antoine BENEYTOU

e dis souvent que s'il y avait un prix Nobel de l'hospitalité, il reviendrait souvent à la Charente limousine», philosophe
Philippe Bouty, le président de la communauté de communes.
Cet automne, son territoire ainsi que Ruffec continuent de s'inscrire dans la tradition de l'accueil de migrants. Une histoire débutée en 2016 à Ruffec et en 2018 à Confolens.

99

Ils veulent
aller à Toulouse,
Bordeaux, et puis
quand ils apprennent
à connaître
cet endroit, ils ne
veulent plus partir.

Hier en fin d'après-midi, quatre nouveaux réfugiés ont posé leur valise dans les chambres de ce nouveau centre provisoire d'hébergement, à Ruffec. Il y avait là deux Afghans, mais aussi Djibril Kader, un Tchadien, et Mohamed, un jeune Somalien. Tous sont descendus tout sourire du bus qui a traversé la France depuis Melun, pour les emmener en Charente.

Du sourire, puis beaucoup d'émotion pour Djibril Kader, 43 ans, qui a dû fuir le Tchad en 2014. «Je remercie beaucoup la France de m'accueillir, je suis très content. Je suis très fier de venir dans cette République. Merci», souffle-t-il les larmes aux veux.

D'ici fin novembre, ce sont au total pas moins de 85 nouveaux réfugiés qui feront leur arrivée en Charente. Quarante à Chabanais, Exideuil et Chasseneuil (voir cidessous) le 5 novembre prochain. Mais aussi 25 à Confolens et 20 à Ruffec, dans les nouveaux centres provisoires d'hébergement (CPH). Ces réfugiés, qui arrive-



Djibrii Kader, Tchadien de 43 ans, a posé sa valise hier au centre provisoire d'hébergement de Ruffec.

Photos Quentin Peti

ront au compte-gouttes, rejoindront les quelque 130 demandeurs d'asile déjà présents dans les «Huda»: les hébergements d'urgence pour demandeurs d'asile, aménagés dans les anciennes maisons de retraites confolentaise et ruffécoise.

#### Dix salariés d'Audacia pour accompagner les réfugiés

Dans le cadre de leur passage dans ces centres provisoires d'hébergement, ils seront accueillis durant neuf mois et seront suivis par les salariés de l'association Audacia. Une équipe «élargie» de dix personnes œuvrera sur les sites de Confolens et Ruffec. Soit quatre de plus qu'auparavant. «On va les accompagner dans leur intégration, explique Simon Boudeau, le coordinateur. On va d'abord voir où en sont les personnes et faire un projet personnalisé. On pourra faire un travail spécifique sur la recherche d'une formation.»

Djibril Kader, lui, a déballé son casque de chantier de sa valise et se dit «prêt à travailler dans tous les domaines», dans cette terre d'asile qui «prend sa part» dans l'accueil de réfugiés, comme l'indique Philippe Bouty. «On a dans notre ADN cette fibre de l'accueil. Grâce à notre festival, nous avons reçu des pays du monde entier et fait des choses formidables.»

Gwenaëlle Geffroy, responsable du pôle migrant d'Audacia, ne dit pas autre chose. «Les élus et la population sont volontaires», constate-t-elle. «Et puis il y a pas mal d'acteurs à Confolens à la manœuvre pour organiser tout ça, loue Simon Boudeau. Il y a aussi un bassin d'emploi qui n'est pas pourvu, dans le bâtiment, l'agriculture. Le fait que la population soit accueillante incite les jeunes à rester.»

#### alls ont trouvé

Gwenaëlle Geffroy: «Au début, ils veulent aller à Toulouse, à Bordeaux, et puis quand ils apprennent à connaître cet endroit, ils ne weulent plus partir.» Le maire de Confolens, Jean-Noël Dupré, explique d'ailleurs: «C'est un processus sur lequel on s'est positionné depuis longtemps. L'objectif recherché c'est d'avoir des personnes susceptibles de s'implanter.» «D'ailleurs, des migrants qui sont dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Poitiers reviennent tous les week-ends à Confolens. Ils ont trouvé une famille», note Philippe Bouty. En jouant dans les clubs de foot locaux. En devenant bénévole au festival de Confolens...

«On est bon élève, mais il faut qu'on soit mieux récompensé, on a besoin d'aide de l'État, ajoute l'élu. Nous ne sommes pas comme Grand Cognac ou Grand Angoulême, nous avons des moyens limités et il faut saluer les territoires qui font des efforts considérables en termes de soli-



Gwenaëlle Geffroy et Simon Boudeau de l'association Audacia, ici à Ruffec

### 40 réfugiés dans des logements vacants

Le 5 novembre prochain, 40 réfugiés disposant d'un droit d'asile seront accueillis dans trois communes de Charente limousine: 26 à Chabanais, 6 à Chasseneuil et 8 à Exideuil, dans le cadre d'un dispositif de aréinstallation», fruit d'un partenariat entre la France et le Haut Commissariat pour les réfugiés. Tous ont obtenu leur droit d'asile depuis une zone de conflit ou un pays de transit. Parmi ces réfugiés, on retrouvera des Soudanais, mais aussi des Centrafricains. Ils seront logés dans des appartements vacants de Logélia et seront accompagnés par une association pour un suivi censé favoriser leur insertion. C'est la

structure Viltaïs, basée à Moulins dans l'Allier qui effectuera cette mission. «Nous allons aller sur place pour les accompagner dans leurs démarches», explique une salariée Il s'agira d'aider ces personnes dans l'ouverture de droits sociaux, mais aussi favoriser la scolarisation des enfants. La priorité sera «l'acquisition de la langue pour les adultes». Ces rétugiés devront donc suivre des cours de français obligatoires qui auront vraisemblablement lieu à Chabanais, à raison de 28 heures par semaine. «Viltaïs a à cœur de travailler en milieu rural car les liens se créent plus facilement qu'en ville avec la population locale. Le voisinage se mobilise plus qu'en milieu urbain et les associations locales sont très actives sur le plan caritatif. Même si parfois il peut y avoir des freins sur la mobilité. En tout cas, cela redynamise des territoires.» Le maire d'Exideuil, Jean-François Duvergne, confirme que sa commune «s'est portée volontaire». «Je me réjouis de ça! Resteront-ils ici par la suite? On va créer les conditions pour.» À Chabanais, la maire, Marie-Claude Poinet, estime: «Notre rôle est d'aider ces gens-là et de les sortir de situations de danger.» À noter que ces personnes, en situation légale sur le territoire français, pourront exercer un emploi.

# Maisons paysannes: vers une reprise sans l'ancien délégué

Le week-end dernier, des responsables nationaux de l'association ont acté avec des adhérents la création d'une délégation en Charente.

Jonathan KLUR j.klur@charentelibre.fr

liquidation de l'association Maisons paysannes de Charente en juin, le délégué départemental, Frédéric Chauvin, avait annoncé qu'il relancerait la structure sous une autre forme (CL du 9 août). Le scénario d'une résurrection commence, certes, à prendre forme. Mais sans Frédéric Chauvin.

#### «Ça s'est fait sans transparence»

Deux responsables nationaux, Denise Beccara, coprésidente de l'association, et Alain Le Page, référent de l'ensemble des délégations, ont fait le déplacement samedi à Vars pour assurer à Maisons paysannes une présence dans le département. Ils l'ont fait sur l'invitation d'anciens membres du conseil d'administration de Maisons paysan-



Deux responsables nationaux de Maisons paysannes de France sont venus pour amorcer la relance de la structure charentaise.

Photo J. K.

nes. Lesquels expliquent avoir appris la liquidation judiciaire de l'association charentaise en lisant l'article de CL. «Frédéric Chauvin n'a pas prévenu les membres du conseil d'administration ni le national dont l'association dépendait, dénonce Annette Dindinaud, qui fut secrétaire de l'association. C'est trop facile de dire "on repart" dans

ces conditions.» Le «national» confirme. Denise Beccara, la coprésidente: «Cela a été une surprise. Ça s'est fait sans transparence.»

Les grosses difficultés de l'association de sauvegarde du patrimoine rural bâti et paysager, née en 1984 en Charente, avaient débuté avec une sanction de l'Urssaf liée à une erreur de déduction de charges sur un bulletin de salaire. De là un redressement judiciaire en janvier, puis finalement la liquidation en juin.

Une chute qui n'avait rien d'une fatalité pour Liliane Berthommé, ancienne trésorière. «Les dettes n'étaient pas insurmontables», ditelle. Du côté des responsables nationaux, on n'accable pas l'ancien délégué. «Il pourra être sollicité pour être formateur», explique ainsi Denise Beccara.

À l'issue de la réunion à laquelle ont participé une vingtaine d'adhérents, la forme de la délégation simple, rattachée directement au siège national, a été adoptée, avec pour correspondant Michel Pujol. «Les activités vont reprendre», se réjouit Annette Dindinaud.

## «Pas d'autre solution que la liquidation»

L'avenir de Maisons paysannes en Charente s'écrira sans lui. L'ancien délégué départemental, Frédéric Chauvin, en a pris acte. «Du fait des difficultés, le siège national a décidé de mettre en place une délégation simple avec une nouvelle équipe», lâche-t-il, sans exprimer de rancœur. S'il reconnaît des failles dans la communication sur les dernières heures de l'association, Frédéric Chauvin maintient: «Il n'y avait pas d'autre solution que la liquidation.»

L'ancien délégué explique que la baisse des subventions a été fatale à l'activité de l'association. Et souligne que des tensions traversaient le conseil d'administration avant la liquidation. «J'ai perdu vingt ans d'investissement, financier et en termes d'énergie. J'ai porté l'association à bout de bras», souligne-t-il. Avant d'évoquer la création d'une nouvelle structure pour la transmission des savoir-faire de la restauration.

#### Début d'incendie dans la rue d'Angoulême

Un riverain de la rue d'Angoulême a donné l'alerte vers 18h25 en voyant une épaisse fumée s'échapper d'un appartement du 48, rue d'Angoulême à Cognac, au-dessus du magasin Fashion Addict. A priori, le feu est d'origine électrique et s'est déclaré dans la cuisine alors que les occupants du domicile, une famille avec un bébé, étaient absents. Dix-huit



pompiers se sont rendus sur place et ont rapidement éteint les flammes (Photo CL). La famille est relogée provisoirement par ses propres moyens.

## Cognac Un magnétiseur soupçonné d'agression sexuelle

ne information judiciaire a été ouverte la semaine dernière par le parquet d'Angoulême au sujet d'un septuagénaire vivant dans l'agglomération de Cognac et opérant officieusement en tant que guérisseur magnétiseur. Sa dernière cliente, une femme d'une trentaine d'années, s'est assoupie chez lui après avoir pris des médicaments et entamé un massage. Elle s'est réveillée nue et avec des éléments laissant penser qu'il y a eu une relation

sexuelle non consentie. Elle a immédiatement porté plainte. Le procureur de la République a décidé de l'ouverture d'une information judiciaire assortie d'une commission rogatoire. Le suspect a été entendu, mis en examen et laissé en liberté en attendant la suite de l'enquête. Pour l'heure, le groupe de recherches de la police de Cognac cherche à obtenir d'éventuels témoignages de faits comparables. Contact: 05 45 36 38 50.

## Pesticides: deux visions irréconciliables

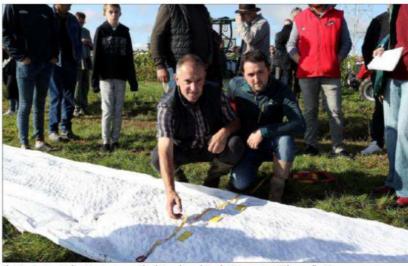
La chambre d'agriculture organisait hier une démonstration d'épandage pour «rassurer» élus et riverains. La Confédération paysanne continue, elle, de plaider pour une réduction des pesticides.

Lénaëlle SIMON

un côté la chambre d'agriculture de la Charente, gérée par la FNSEA. De l'autre la Confédération paysanne, chantre de l'agriculture paysanne et bio. Deux visions irréconciliables sur à peu près tout, surtout les pesticides. Hier matin, la Chambre organisait une démo d'épandage de pesticides (dites plutôt «produits phytopharmaceutiques») ou plus exactement une simulation puisque les cuves contenaient de l'eau et du colorant alimentaire.

Objectif sur cette parcelle du campus de L'Oisellerie à La Courrone, où le maire a pris un arrêté anti-pesticides: «Prouver à nos concitoyens qu'ils ne risquent rien, que ce n'est pas la peine de faire peur à tout le monde, car nos pratiques de pulvérisation sont étudiées, réfléchies pour éviter toute dérive. On utilise des buses anti-dérive, on n'applique que lorsque les conditions sont optimales: température, précipitations, direction et vitesse du vent, hygromérie», distit Christian Daniau, président de la Chambre, qui assure qu'il reste de moins en moins d'agriculteurs à ne pas respecter ces règles.

rapiers nyuro-sensibles a l'appui, ta démonstration conclut à une dérive de 25 cm. Ce qui fait conclure à Christian Daniau que les zones de non-traitement de plusieurs mètres sont inutiles. D'ailleurs, il ne traite pas, il «protège». «On ne traite pas par hasard. A nous d'expliquer les effets bénéfiques des pesticides: maintien des rendements, éviter les



Christian Daniau et Julien Massé ont mesuré les dérives du produit pulvérisé par rapport à la parcelle: 25 cm. Photo Julie Desbo

épidémies. Si une culture de blé n'est pas traitée, on peut perdre 30 quintaux sur un rendement espéré de 70», insiste Guillaume Chamouleau, céréalier. Lui et ses collègues s'aident aussi de logiciels intelligents «qui permettent de modéliser l'arrivée des maladies en fonction de la météo et d'éviter des traitements», explique Julien Massé pour les Jeunes Agriculteurs. Pierre Brisson, viticulteur à Saint-Cybardeaux, assure avoir réduit sa consommation d'au moins un quart ces demières années.

En dehors des médias qu'il fallait convaincre, la Chambre visait aussi les élus, dont elle craint, à l'approche des municipales, certaines annonces chocs. Peu avaient répondu à l'appel. L'un des seuls, Thierry Charbonnaud, de Roullet, qui est aussi agriculteur, était la pour pouvoir «expliquer à son conseil les produits qui peuvent être appliqués et rassurer les riverains». S'ensuit une démonstration d'un pulvérisateur confiné qui empêche les produits d'aller audelà de la zone traitée, plébiscité dans les vignes du Cognaçais. 50 000 € quand même.

#### «Réduire les pesticides»

«Ça reste un outil pour continuer à utiliser ces produits», réagit Agnès Fortin-Rousteau, viticultrice bio à Bréville et membre de la Conf'qui, hasard de calendrier, organisait hier une conférence de presse. «Une haie, c'est encore mieux pour protégre les riverains et c'est super pour la biodiversité.» L'utilisation raisonnée des phytos? Jean-Luc Manguy, installé à Londigny en bio sourit. «On a tous vu des pulvérisateurs au loin et senti les produits.»

Le syndicat prône «des pratiques plus respectueuses de l'homme et de l'environnement et de façon priUne haie, c'est encore mieux pour protéger les riverains.

mordiale la réduction des doses de pesticides» ainsi que l'arrêt des CMR, les produits classés cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques. Cela suppose «des mesures économiques» (des aides à la transition vers des systèmes moins consommateurs de pesticides) et «commerciales permettant aux paysans de changer leurs pratiques, de relocaliser l'agriculture».

«On peut travailler sans pesticides. L'agriculture paysanne est une des solutions pour y arriver car elle pousse à la désintensification», poursuit Agnès Fortin-Rousteau. Pour la Conf', «la chimie est un outil pour être compétitife et les accords de libre-échange comme le Ceta ne font qu'accroître cette exigence. D'où son opposition formelle à ces textes. C'est bien la seule pomme qui ne soit pas discordante avec la PNSEA.

#### «Rien n'est fait pour la bio»

C'est le cri d'alarme lancé par Éric Picaud, agriculteur à Ligné, et repris par ses collègues de la Confédération paysanne Charente. Ils s'inquiètent de la fin des aides au maintien de l'agriculture bio. L'État avait annoncé la fin de ces aides à partir de 2018 au profit des aides à la conversion. En Nouvelle-Aquitaine, la Région avait pris le relais mais quid de ces fonds après 2020, année de la nouvelle PAC? «On nous fait croire que c'est le marché qui doit compenser, que l'agriculture bio doit être accessible à un maximum de citoyens, mais elle est beaucoup moins aidée que l'agriculture conventionnelle», alerte Jean-Luc Manguy, à Londigny. Agnès Fortin-Rousteau, viticultrice bio à Bréville, illustre: «Un viticulteu qui est en conventionnel et s'engage à passer d'un indice de fréquence de traitement haut à moins haut touche 365 € par hectare. Moi qui ai une tréquence de traitement plus faible, je touche 100 € et bientôt zéro. Je vis cela comme une injustice.» Le syndicat demande que les aides prennent davantage en compte l'emploi paysan et les petites fermes. Par ailleurs, la Confédération se mobilise pour l'installation de nouveaux paysans, alors que la moitié des agriculteurs de Charente seront à la retraite dans dix ans. Avec la Charente-Maritime et les Deux-Sèvres, elle a relancé une Association pour le développement de l'emploi agricole et rural (Adear) qui aura pour mission d'accompagne les porteurs de projet et devrait embaucher un salarié en janvier

#### Analyse d'urine à la Chambre

Réponse aux «pisseurs de glyphosate», le président de la chambre d'agriculture a annoncé que plusieurs élus de la Chambre vont faire analyser leurs urines dans un laboratoire de Limoges, «cortifié pour ce genre d'analyse» «On va détecter l'AMPA», produit de dégradation pouvant venir du glyphosate amais qui est aussi issu de lessives que l'on utilise couramment». Il se dit «confiant» quant au résultat.



Éric Picaud, Agnès Fortin-Rousteau et Jean-Luc Manguy, pour la Confédération paysanne

## Le manifeste

## Pôle de gauche chez Macron: deux Charentais pour

Les signatures. Le Journal du Dimanche a publié le manifeste de 75 élus ou ex-élus, ex-socialistes ou écolos qui ont rallié Emmanuel Macron et plaident pour la constitution d'un pôle de gauche au sein de la majorité présidentielle. Parmi eux, deux Charentais: Jeanne Filloux, maire de Champniers, et David Comet, ancien suppléant de Martine Pinville quand elle était députée et soutien de Xavier Bonnefont pour les municipales à Angoulême. «En tant que sociaux-démocrates longtemps marginalisés, nous nous sentons dépositaire d'une culture de gouvernement plus proche aujourd'hui du réformisme gouvernemental que de la dérive illibérale de la gauche protestataire», dit le manifeste, à lire sur le site du JDD en intégralité.



Jeanne Filloux fait partie
des signataires. Photo archives CL

■ Finis les horaires fractionnés et décalés ■ Fini le travail quand tout le monde est au lit ■ À Angoulême, tous les agents chargés de faire le ménage dans les services de la Ville interviennent désormais dans la journée.

Anne KERJEAN a keriean@charentelibre fr

ls étaient invisibles il y a encore quelques mois. Dès l'aube ou en soirée, les agents d'entretien chargés de la propreté des bâtiments appartenant à la ville d'Angoulême, nettoyaient, aspiraient, dépoussiéraient en horaires décalés et fractionnés, quand aucun agent ne travaillait dans les services. Les voilà aujourd'hui en pleine lumière: la municipalité, la fédération des entreprises de propreté et les représentants des entreprises qui assurent au quotidien 95 % des prestations dans les bâtiments de la ville ont signé une charte. Les partenaires s'engagent à organiser le travail des personnels de ménage dans la journée. Désormais, on passe le chiffon et l'aspirateur en présence des occupants des locaux municipaux. Les 13 agents de la Ville qui se chargent du ménage de l'hôtel de ville, des locaux de la police municipale et du service urbanisme, ont déjà sauté le pas: ils tra-

99

C'est vrai qu'au début, c'était un peu gênant, même pour nous. On avait peur de déranger les agents dans leur travail, de faire trop de bruit

#### Le chiffre

1 500

personnes, en grande majorité des femmes, travaillent dans les entreprises de propreté en Charente, selon les chiffres annoncés par Jean-Pierre Siry, le président de la Fédération des entreprises de propreté. En France, 12 000 entreprises emploient 519 000 personnes. Elles travaillent à «75 % à temps partiel et en horaires décalés et fractionnés.»

# Les agents d'entretien de l'ombre à la lumière



A l'hôtel de ville d'Angoulème et dans les bâtiments municipaux, les agents d'entretien travaillent dans la journée, en même temps que les autres agents.

Photo Julie Desbois

vaillent en journée et en continu, de 6h à 13h30. Et croisent les élus et les autres agents dans les couloirs et les bureaux, communiquent. «Ils ont plus de reconnaissance et ce ne sont plus des invisibles», souligne Xavier Bonnefont.

#### Plus agréable pour la vie de famille

Les salariés des entreprises privées et ceux, en situation de handicap, de l'Adapéi Charente, leur ont emboîté le pas, dans les nombreux bâtiments municipaux. C'est une avancée sociale, mais d'autres collectivités s'y sont déjà mises depuis un moment (lire en encadré).

«Avant le ménage ne devait pas se voir, c'était culturel», rappelle Pascal Monier, adjoint au maire et référent pour le service propreté. Il a d'ailleurs fallu un peu de temps et de discussions pour faire sauter ce verrou et changer les habitudes. «On a mis des référents dans chaque service de la Ville pour lever les freins et ça s'est finalement bien passé», assure l'élu angoumoisin.

«C'est vrai qu'au début, c'était un peu génant, même pour nous. On avait peur de déranger les agents dans leur travail, de faire trop de bruit», se souvient Isabelle Mérigaud, chargée d'épousseter les coins et les recoins du château. «Mais finalement, tout se passe très bien. On a mis en place un protocole pour organiser les tâches. En plus, les agents peuvent nous dire en direct leurs besoins», ajoute Isabelle Beaugeard, qui assure l'encadrement de l'équipe d'agents d'entretien de la Ville. «Avant, je travaillais dans les écoles puis en horaires décalés à l'hôtel de ville. Là, c'est plus agréable pour la vie de famille et on a été très bien accueillis», ajoute Elisabeth Touzain, maman d'un collégien.

#### «Les salariés ont enfin un visage»

Les entreprises privées sont également ravies du changement d'horaires. «On a du mal à recruter avec des horaires fractionnés et des contrats à temps partiel. On souffre aussi du manque d'attractivité de notre métier, confirme Jean-Marc Epplin, le gérant de Solinet qui entretient 13 sites de la Ville. Avec ces horaires de jour, les salariés ont enfin un visage et une reconnaissance sociale.» La Ville a désormais fait le choix d'avoir davantage recours à des entreprises extérieures pour nettoyer ses services. «Avec la baisse des dotations de l'Etat, il fallait faire des économies. On est donc allé vers plus d'externalisation des prestations de propreté. Un choix politique, contraint mais assumé, explique Xavier Bonnefont. Aujourd'hui, on fait un choix plus vertueux et plus moderne avec des horaires de jour.»

99

Avant le ménage ne devait pas se voir, c'était culturel. On a mis des référents dans chaque service de la Ville pour lever les freins.



### Le ménage de jour déjà en vigueur ailleurs

Au Département aussi, les 27 agents ne travaillent plus la nuit. «On privilégie le travail en journée non fractionnée, dans une tranche horaire qui est au plus tôt 6h et au plus tard 20h», détaille le service communication du Conseil Départemental. Pour les prestataires, l'amplitude horaire maximale est 6h-20h. La collectivité privilégie aussi les produits éco-labélisées, et du matériel ergonomique.

Pas d'horaire de nuit non plus à GrandAngoulême, où 18 agents nettoient les sites de l'agglo: le siège du boulevard Besson-Bey, mais aussi la crèche, le conservatoire et les locaux tenniques de Frégeneuil. Un marché a été passé avec différentes sociétés prestataires pour l'entretien d'autres sites, comme Nautilis ou la pépinière d'entreprises. Les produits utilisés ne sont pas éco responsables,

amais nous avoirs se sounair de tendre vers ça», précise t-on au service communication de GrandAngouléme. Enfin, l'entretien des locaux de la préfecture de Charente (située dans la rue éponyme, sur le Plateau) répond à un marché public national, dont le titulaire est désigné par le ministère de l'intérieur pour une durée de 4 ans. 6 employés de la société Sud Ouest propreté y travaillent de 16h à 19h. ■ 200 personnes étaient réunies, hier à L'Abaca, pour dire quelles valeurs représentent le mieux les savoir-faire du cognac ■ Un vote en direct par téléphone.

## Le cognac à l'Unesco? Fin de la première manche

Julie PASQUIER

n format original. «Les anciens comme moi n'ont pas l'habitude, a glissé ce participant en fin de réunion. Mais ça doit être ça, le cognac.» Un mélange de traditions et de modernité.

Téléphone et tablette numérique en main, près de 200 personnes – représentants de la viticulture et des maisons de cognac, élus ou responsables associatifs, citoyens tout simplement – ont voté hier soir à L'Abaca de Cherves-Richemont, pour les valeurs qui leur semblent représenter le mieux les savoir-faire du cognac.

99

Ils n'imaginaient pas qu'il y avait une telle culture derrière le cognac. Que derrière l'industrie, il y avait tout un tas de savoirfaire artisanaux.

Les résultats s'affichaient en direct, au gré des questions.

Et au final, quatre axes prioritaires sont ressortis. Le fait que l'élaboration du cognac soit une œuvre collective, d'abord. Qu'il s'agisse, ensuite, de la continuité d'une tradition viticole spécifique. Et que le temps et l'excellence guident les pratiques de chacun.

Cette réunion signait la fin de la première étape de la démarche qui vise à inscrire les savoir-faire du cognac au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

À partir des résultats d'hier, en lien avec le ministère de la Culture, l'association va rédiger un document d'une vingtaine de pages. C'est sur cette base qu'un jury se prononcera, en fin d'année, sur l'intégration ou non de ces savoir-



ller à L'Abaca, les participants étaient invités à s'exprimer en direct via une application sur leur téléphone.

Photo I P

faire à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel. Si c'est validé, alors la démarche pourra se poursuivre. Jean-Bernard de Larquier, coprésident de l'association, a bon espoir: «Le mistère de la Culture partait avec un a priori négatif.» «Ils n'imaginaient pas qu'il y avait une telle culture derrière le cognac, ajoute Anne-Laure Jouannet. Que derrière l'industrie, il y avait tout un tas de savoir-faire artisanaux.» Tellement... que le plus compliqué est de les synthétiser. Quelque 1.000 personnes se sont associées

à la démarche depuis fin 2017. «C'est là qu'il y a eu le déclic. Depuis, toute la communauté s'est impliquée», se réjouit Jean-Bernard de Larquier, citant les viticulteurs et négociants, mais aussi les pépiniéristes, les fabricants d'alambics, les constructeurs de cuves, les tonneliers, les bouilleurs de profession, les courtiers... Sans oublier les collectivités, de Grand Cognac au Pays d'Aigre en passant par la Saintonge.

#### Pas de classement avant 2022... au moins

Tout ce petit monde s'est retrouvé en réunions plénières et en petits groupes. Cela a donné «945 pages de contribution». Sur la base de ce travail, dix fiches, représentant chacune 120 heures de travail, ont été rédigées. Elles détaillent les spécificités du cognac: de sa pépinière viticole à l'habillage du produit, en passant par la conduite du vignoble, la vinification charentaise, l'alambic, la distillation, la tonnellerie, le vieillissement,

l'assemblage et la dégustation. «On a travaillé avec des experts du patrimoine culturel immatériel pour déchiffrer notre langage, reformuler les choses de façon claire.» Pour qu'elles soient comprises à l'autre bout du monde. Car c'est bien le but: si la première étape est validée, en fin d'année, il faudra communiquer sur les savoir-faire en dehors des frontières, «montrer que le projet est puissant et faire du lobbying» pour espérer un classement à l'Unesco au plus tôt en 2022 – ce qui est loin d'être gagné.

Objectif: «Protéger une communauté d'hommes et de femmes qui ont un intérêt commun, des savoir-faire, qui pourraient se perdre, indique Jean-Bernard de Larquier. Et assurer leur transmission.»

#### Le chiffre

de magiciens mentalistes qui ouvriront à partir de 19h la soirée «Halloween Party» de l'association des commerçants de Saint-Jacques, samedi dans la salle du Solençon, à l'hôtel du Quai des Pontis. Un spectacle «Hautement inflammable» de la compagnie CHK1 (22h30) et un «After» musical rythmé par le DJ cognaçais Marty (alias Martin Chasseret) sont aussi au programme. L'entrée est à 25€. buffet dînatoire compris. Réservations: www.commerce

#### L'image Virginie Thomas a la boule

stjacques-cognac.com.



Son portrait démystifie la perte de

Alors qu'elle bataille en coulisses pour créer une maison des patients (lire CL du 18 septembre), la Cognaçaise Virginie Thomas passe de l'ombre à la lumière en ce moment à Bordeaux. Atteinte d'un cancer du sein, elle a servi de modèle à l'association Jeune et Rose, dont une exposition de photos et de sculptures égaie l'Institut Bergonié jusqu'au 30 octobre. «Maboule», son portrait réalisé par Virginie Juston, démystifie la perte de cheveux liée aux traitements et c'est l'un des clichés les plus drôles de l'expo.

## Le refuge de la SPA ouvre une nouvelle page

Marquée par le récent décès de sa présidente Annie Gallet, l'équipe de bénévoles n'en entend pas moins maintenir ses activités.

Gilles BIOLLEY

n choc pour nous tous, bénévoles, salariés, dont on se remet peu à peu.»
Un peu plus rude encore, à l'évidence, pour Sylvie Moreau, la vice-présidente du refuge SPA du Bonbonnet, à Ars, qui assure la relève à la tête de la structure depuis quelques semaines, à la suite du décès d'Annie Gallet, sa mère.

Le refuge maintient ses activités [...] dans la continuité de ce que ma mère avait mis en place.

L'emblématique présidente du refuge s'est éteinte à l'âge de 81 ans. Elle laisse derrière elle une trace indélébile, celle d'une infatigable défenseuse du droit et du respect des animaux, «battante jusqu'au bout malgré la maladie pour soutenir et aider cette cause, sa passion, et faire avancer les choses», salue sa fille, laquelle a reçu depuis de nombreux témoignages de souten «de partout.»

Elle ajoute: «Sa présence, son engagement et son action vont nous manquer. Elle allait au bout de ses convictions, sa force.»

Une détermination indéniable en faveur de la cause animale, son combat de toujours, qui n'a pas valu que des joies cependant à Annie Gallet, femme de caractère, durant ses 28 ans de mandat.

Des inimitiés parfois, des soucis avec la justice aussi, suite à la



Annie Gallet (à gauche) était sur tous les fronts pour défendre la cause animale. Elle est décédée à 81 ans, laissant un grand vide au refuge. Photo archives Ci

condamnation du refuge pour troubles anormaux du voisinage en 2013 (1). «Mais, souligne Sylvie Moreau, il n'y a que les gens qui s'engagent qui s'exposent. Son seul objectif était que les animaux soient traités et accueillis au refuge dans les meilleures conditions».

#### Une quarantaine de chiens à adopter

Des conditions qui s'étaient encore améliorées en 2016, et continuent à l'être, après des problèmes de surpopulation à l'époque qui avaient abouti à cette condamnation, «difficultés qui ne seraient pas arrivées si tous ces chiens n'avaient pas été abandonnés», soulevait alors à juste titre Annie Gallet, dont l'œuvre va se poursuivre. «Le refuge maintient ses activités et ses actions dans la continuité de ce que ma mère avait mis en place et engagé, indique sa fille. Depuis un bon moment, on a un flux permanent d'adoptions, c'est très bien, il faut que ça dure. On réunira bientôt une assemblée générale extraordinaire pour constituer le nouveau bureau et déterminer la présidence».

Et de rappeler que le traditionnel Noël des animaux se déroulera comme prévu aux Récollets, le samedi 7 décembre, à l'attention de ceux qui veulent apporter leur soutien à la structure. À ce jour, une petite quarantaine de chiens occupent le refuge, à flux permanent, dans l'attente de trouver un maître.

(1) Cette condomnation avait fait suite à une plainte déposée à l'époque par les cognacs Ferrand, dont la propriété est attenante au site.

#### En vue

#### Cinéma: plus belle l'avant-première



Le film «Vagabondes» sera présenté dimanche en présence du réalisateur Philippe Dajoux, ainsi que des comédiens Bryan Trésor et Pauline Bression, de la série «Plus belle la vie», sur France 3. capture d'écran instagram/PBLV Offic

ans de séries françaises, à
vos agendas!
Après Muriel Robin ou
Harry Roselmack, la
prochaine avant-première du
cinéma Galaxy de Cognac
verra ce dimanche la
projection du film
«Vagabondes», de Philippe
Danjoux, l'un des principaux
réalisateurs de la série culte
«Plus belle la vie» diffusée
depuis 2004 sur France 3.
Il sera présent, tout comme les
comédiens Pauline Bression et

Bryan Trésor, qui jouent également dans le programme télévisé. Sont aussi annoncés Marysole Fertrard, vue dans «Demain nous appartient» (TF1) et l'acteur de cinéma Sacha Bourdo («Western», «Le vélo de Ghislain Lambert»...). «Vagabondes» raconte la vie de quatre marginaux qu'une série d'événements va faire basculer.

Dimanche à 16h au Galaxy. 57 avenue Victor-Hugo à Cognac. Entrée: 68. Réservation: cine-cognac.com

#### EDUCATION

#### Le collège Félix-Gaillard trouve son prof de physique

es parents d'élèves de Félix-Gaillard sont contents. Il y a deux semaines (lire CL des s et 10 octobre), ils avaient envoyé des dizaines de courriers à l'académie afin de réclamer la venue d'un professeur de physique chimie, un demi-poste étant toujours vacant dans cette matière au sein du collège cognaçais. C'est chose faite depuis le lundi 14 octobre, confirme la direction de l'établissement scolaire, dont les effectifs enseignants sont désormais complets, six semaines après la rentrée.

#### **■ CHÂTEAUBERNARD**

#### Voyage en Égypte pour les Jardins-de-Louise



Pierre Lemoine est assurément un globe-trotter. Ses multiples voyages l'ont mené plusieurs fois en Égypte, et c'est à une itinérance à travers le temps et les paysages qu'il a invité samedi les auditeurs de la résidence des Jardins-de-Louise à Châteaubernard. Agrémentée de nombreuses images, pas moins de 300, sa conférence a descendu le Nil, depuis Le Caire et les pyramides de Gizeh jusqu'à Assouan, à la rencontre des villageois d'aujourd'hui et à la recherche des pharaons anciens, de Louxor à Abou-Simbel. Un récit de voyage, où le vécu s'associe à la documentation, pour une découverte passionnante suivie avec attention par les résidents venus en nombre.

#### L'image



## Le théâtre des Salinières remplit Le Castel

Six femmes dans les bureaux de la mairie. Elles échangent potins et confidences, jusqu'à ce que l'absence du maire provoque un déluge de révélations, de rancœurs et de jalousie. La belle entente vole en éclats, dans une avalanche de rebondissements, gérée de main de maître par la mise en scène

de Christelle Jean, actrice également. Les dialogues sont savoureux, percutants, et certaines sorties ont fait hurler... de rire, une salle du Castel bien pleine samedi soir (Photo Pierre Naw). Le théâtre des Salinières a encore une fois entraîné son public dans une pièce bien ficelée, où les comédiennes ont excellé, entre gentillesses et vacheries, à incarner des personnages hauts en couleur. On attend de les retrouver en avril dans une nouvelle pièce. «La Chute du coucous.

#### JEUNE PUBLIC

Ciné-goûter à La Salamandre de Cognac jeudi. Eurociné Cognac propose un ciné-goûter pour les enfants, avec la projection de «Zarafa», un film d'animation de Rémi Bezançon et Jean-Christophe Lie réalisé à Angoulême, ce jeudi 24 octobre à 14h30 à La Salamandre de Cognac. C'est l'histoire d'une amité indéfectible entre Maki, un enfant de 10 ans, et Zarafa, une girafe orpheline. Tarif: 3,50€ par enfant.

## La 5G dans les starting blocks

 Les conditions d'attribution des fréquences de la 5G seront annoncées «dans les prochains jours» 
Cette nouvelle technologie mobile est très attendue par les opérateurs et les industriels ■ Qu'apportet-elle et v a-t-il des risques pour la santé?

es opérateurs télécoms français vont bientôt être fixés: les enchères pour les très convoitées futures fréquenkes mobiles 5G vont enfin devenir une réalité, avec l'annonce

#### La 5G, c'est quoi?

- Un débit plus élevé. La 5G offrira un débit beaucoup plus élevé que la 4G actuelle, avec un accès plus rapide aux contenus et la possibilité de faire circuler des milliards de es sans engorgement
- Une bande de fréquences différente. Pour augmenter le volume de données, la 5G utilisera une bande de fréquences plus haute que la téléphonie mobile actuelle: à partir de 3,4 gigahertz d'abord puis, à terme, au dessus de 26 GHz. Mais plus la fréquence est haute, plus la portée des ondes est courte. C'est pourquoi le déploiement de la 5G nécessitera d'augmenter le nombre d'antennes
- Une hyperconnectivité. Là où la première génération permettait de passer des appels, la 2G d'y ajouter du texte, la 36 de com envoyer des images et la 4G de développer l'internet mobile et les usages vidéo, la 5G permettra à toutes sortes d'équipements électroniques d'être connectés entre eux, ce qui permettra de généraliser des applications futuristes (lire ci-contre).

attendue «dans les tout prochains iours» des conditions d'attribution par le gouvernement, selon des ources concordantes

L'objectif: attribuer la bande de fréquences dite des 3,5 GigaHertz (GHz), située plus haut sur le spectre radio que les fréquences utilisées jusqu'ici pour la téléphonie mobile. «L'enjeu côté opérateurs sera d'avoir la place nécessaire sur la bande de fréquences pour absorber le trafic mais aussi avoir ces fréquences au bon prix, étant donné le niveau d'investissement attendu ensuite», souligne Guillaume Vaquero, analyste au cabinet Wavestone.

La dernière attribution de fréquences en date, pour la bande des 700MHz en 2016, avait rapporté 2,8 milliards d'euros, une somme qui avait permis au gouvernement socialiste de l'époque de faire face à des dépenses exceptionnelles du ministère de la Défense.

#### Une technologie prometteuse...

Pour les consommateurs, il ne faut pas s'attendre à une différence flagrante en termes de débit, comme cela a pu être le cas lors du passage de la 3G à la 4G. Les opérateurs comptent sur la 5G avant tout pour gérer l'augmentation de trafic et éviter la saturation de leurs réseaux mobiles. Là où la 5G est très attendue, c'est dans l'industrie, puisqu'elle devrait permettre d'accélérer la numérisation des usines (notamment pour l'automatisation des tâches) et des infrastructures de transport, et ainsi améliorer le suivi des produits et les processus de fabrication, per-



mateurs, il ne faut pas s'attendre à une différence flagrante en termes de débit.

Photo archives AFP

mettre plus de maintenance prédictive, intégrer la réalité augmentée ou virtuelle, etc.

Elle doit également permettre l'arrivée de nombreuses innovations: supporter la connexion de l'ensemble des véhicules autonomes et connectés, permettre le développement de la e-santé (avec des opérations à distance, la télémédecine, les transferts de données de santé, etc.), connecter les villes afin de les rendre plus «intelligentes» (gestion des flux, économie d'énergie, rationalisation des ramassages de déchets, etc.), sans parler des usages qui n'ont pas encore été pensés

#### ncore à créer

Si les promesses sont là, les usages ne sont pas encore certains. La première phase de déploiement de la 5G servira avant tout à augmenter la capacité des réseaux mobiles existant. Cependant, des services

L'IMPACT SUR

nouveaux pourraient peu à peu apparaître, autour de la réalité augmentée notamment ou du jeu vidéo mobile en streaming, dont certains prédisent l'explosion. C'est ce que l'on commence à voir dans des pays où le déploiement est un peu plus avancé, comme en Corée du Sud ou en Suisse.

La deuxième phase de déploiement, qui débutera au mieux en 2022, est censée répondre plus particulièrement aux besoins dans les industries. C'est à partir de là que les grandes promesses de la 5G (la voiture autonome, les usines robotisées, la santé connectée ou les opérateurs chirurgicales à distance notamment) sont censées se concrétiser. Pour l'heure cependant, le secteur ne s'est pas encore mis d'accord sur

#### Notre santé en danger?

éléphones portables mais aussi télévision, radio ou WiFi: «malgré de nombreuses recherches, rien n'indique pour l'instant que l'exposition à des champs électromagnétiques de faible intensité soit dangereuse pour la santé humaine», souligne l'OMS. Néanmoins, certaines études évoquent «une possible augmentation du risque de tumeur cérébrale, sur le long terme, pour les utilisateurs intensifs de téléphones portables», rappelle l'agence de sécurité sanitaire française Anses. C'est pourquoi le Circ, l'agence de l'OMS spé-cialisée dans le cancer, a classé en 2011 les radiofréquences comme «peut-être cancérogènes pour l'homme», en recommandant le kit mains libre pour les portables.

#### Effets biologiques

«Le principal effet biologique des champs électromagnétiques de radiofréquence est de nature thermi-

c'est-à-dire l'augmentation de la température des zones exposées, selon l'OMS. «Des études ont montré l'existence d'effets biologiques sur certains paramètres très spécifiques, comme le sommeil ou la tension», note Olivier Merckel, expert de l'Anses.

ais, et ce point est important, effet biologique ne veut pas forcé-ment dire effet sanitaire, c'est-àdire danger pour la santé. Des effets biologiques sont le signe que le corps s'adapte aux variations de son environnement. Toute la question est donc de savoir si l'accumulation d'effets biologiques dépasse la capacité d'adaptation de notre corps, ce qui peut alors avoir des conséquences sur la santé.

Au-delà, les ONG opposées à la 5G craignent qu'elle nous fasse bascu-ler dans un monde «hors de contrôle»: une société où tout ira trop vite et où les gens seront toujours plus connectés, les yeux encore plus rivés sur les écran

#### Le numérique mondial plus polluant que le parc auto français



#### Portable dans les poches: l'Anses alerte

Certains téléphones portables mis en vente avant 2016 doivent être retirés de la circulation, ou au moins mis à jour, car ils émettent trop d'ondes et dépassent les normes les plus récentes quand ils sont portés dans la poche d'une veste, a jugé hier l'agence sanitaire Anses

En cause, le DAS (débit d'absorption spécifique) de ces modèles, indicateur qui évalue la quantité d'énergie

absorbée par le corps exposé à des ondes. La réglementation stipule que ce DAS ne doit pas dépasser la valeur de 2 watts par kilo (W/kg). Avant 2016, la distance d'éloignement utilisée pour le mesurer pouvait aller jusqu'à 2,5 cm entre le téléphone et le corps. Mais en avril 2016, les normes ont été durcies. Pour les rayonnements sur le tronc, les émissions d'ondes sont désormais mesurées à 5 mm au maximum

#### BREXIT

#### Johnson empêché de faire adopter son accord

Le Premier ministre britannique Boris Johnson s'est vu refuser hier un vote du Parlement sur l'accord de Brexit décroché la semaine dernière à Bruxelles. Il faudra donc attendre l'étude des textes d'application, plus complexes, pour savoir si le Parlement britannique donne son feu vert au compromis, compliquant la tâche des Européens qui doivent se prononcer sur un possible nouveau report du divorce. Ces textes doivent être examinés au Parlement à partir d'aujourd'hui. Le gouvernement, qui continue de marteler vouloir sortir le Royaume-Uni de l'UE le 31 octobre, a indiqué espérer terminer jeudi, quitte à faire siéger les députés jusque tard dans la soirée. Ce processus s'annonce difficile vue la détermination de l'opposition à mettre des bâtons dans les roues du gouvernement avec des amendements et les débats houleux de ces derniers temps au Parlement.

#### ALLEMAGNE

#### Bientôt un départ à la retraite à 69 ans?

L'âge de départ à la retraite des salariés allemands devra à moyen terme être porté à 69 ans, préconise la Bundesbank. Le déclin démographique attendu au sein de la première économie européenne va en effet soumettre le système de retraite par répartition «à une pression considérable à l'avenir, en particulier à partir du milieu des années 2020», écrit la Banque centrale allemande dans son bulletin mensuel. La dernière réforme datant de 2012 a consisté à relever progressivement l'âge légal pour partir en retraite de 65 à 67 ans d'ici le début de la décennie 2030. Selon les calculs de la Banque fédérale, les actifs nés en 2001 pourraient bénéficier d'une retraite à taux plein à compter de mai 2070, à l'âge de 69 ans et quatre mois. Les premières réactions politiques hier ont été négatives.

Le sujet est sensible en Allemagne où beaucoup de ménages voient leur argent, placé dans une retraite privée, fructifier très lentement en raison des taux d'intérêt ramenés au plus bas.

#### ■ INSPECTION DU TRAVAIL

## Pas de contrôleur: les cheminots confortés

e trafic SNCF sera quasi normal aujourd'hui, après quatre jours de perturbation du réseau et de conflit entre syndicats et direction du groupe au sujet de la sécurité des trains circulant sans contrôleur, déclenché par un accident en Champagne-Ardenne.

Les syndicats contestent le mode d'exploitation dit de l'«équipement agent seul», qui permet de faire circuler des trains sans contrôleur. «Il y a tous les jours, en Île-de-France, comme dans beaucoup de pays européens, 6.000 trains avec 3,5 millions de passagers qui circulent avec un seul conducteur à bord», a répondu le patron de la SNCF Guillaume Pepy.

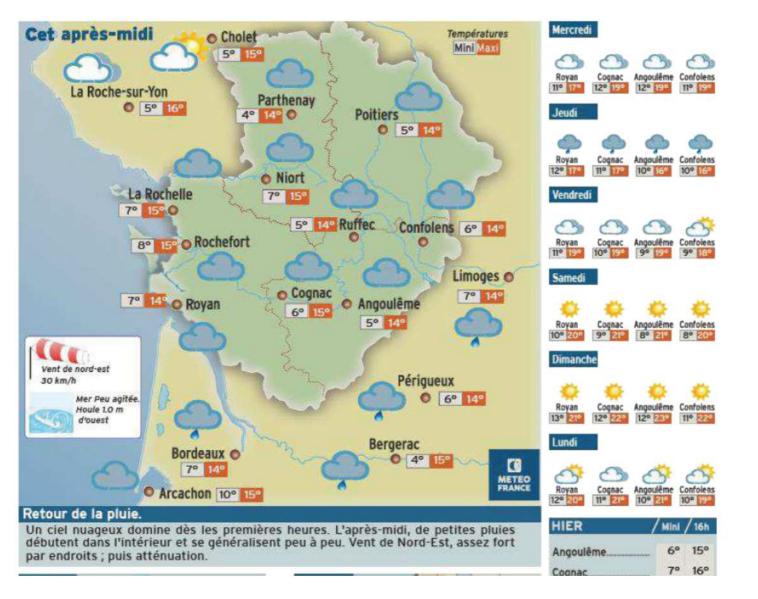
Dans ce débat, l'inspection du travail du Grand Est a préconisé hier la suspension «de la conduite des trains par un agent seul à bord», le temps que «les risques liés au travail isolé (...) soient correctement considérés», dans un courrier adressé à la SNCF Grand Est.

#### «Préconisation», pas «injonction»

Frédéric Delorme, directeur général sécurité de la SCNF, a toutefois écarté une suspension de ces trains: «l'exploitation d'agents seuls est couverte» par de multiples «réglementations», France et en Europe, afin que «les trains roulent en sécurité», que ce soit pour l'agent comme pour les voyageurs, a-t-il assuré. Par ailleurs, l'inspection du travail n'a pas formulé une «injonction» mais une «préconisation», a-t-il ajouté, ce qui n'a pas la même portée juridique. Le courrier est adressé à TER Rhénan, l'entité responsable de l'exploitation



des TER en Alsace, par la direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi (Direccte) Grand Est. Il répond «au droit d'alerte pour danger grave et imminent» invoqué vendredi par les cheminots. Le risque pour le conducteur. «personne essentielle, encore plus quand on est en "équipement agent seul"» est «couvert par une cabine renforcée», comme c'était le cas lors de l'accident dans les Ardennes, a insisté Frédéric Delorme.



# Le maire, élu « préféré » mais lassé

**ÉLECTIONS** De nombreux édiles, certains élus en 2014. ne se représenteront pas en 2020. Même s'ils ont aimé servir leur commune, ils avouent leur lassitude face aux contraintes

Dossier réalisé par Benoît Lasserre b.lasserre@sudouest.fr

e n'est pas parce que vous êtes maire de la plus petite commune de France que vous n'avez que des petits problèmes à résoudre. À quelques kilomètres de La Réole (Gironde), Castelmoron-d'Albret et ses 3,54 hectares pourraient tenir sur la place de l'Étoile-Charles-de-Gaulle, Au printemps 2020, Caline Alamy refermera la parenthèse qu'elle avait ouverte en mars 2014. Sans aigreur et avec quelques regrets car, « la fonction est stimulante et elle m'a permis de belles rencontres ». On fait vite le tour de Castelmorond'Albret. Caline Alamy avoue avoir aussi fait le tour de la fonction de maire. Le budget annuel de 80 000 euros n'autorise pas de grands investissements. Pour cela, il y a la Communauté de communes rurales de l'Entre-Deux-Mers. Mais, même si elle salue la gestion de son président Yves d'Amécourt, Caline Alamy v fait figure de petit Poucet qui doit toujours hausser la voix pour se faire entendre. Il y a bien eu le projet de fusionner avec les communes voisines de Caumont et Saint-Martin-du-Puv mais Castelmoron-d'Albret aurait alors perdu son statut de plus petite commune de France qui, outre son patrimoine, attire de nombreux touristes. « C'est un atout majeur mais cela oblige aussi à entretenir et enjoliver les rues, notamment avec des fleurs », précise l'élue qui y consacre une partie de son indemnité mensuelle de 580 euros.

#### Vigipirate renforcé

«L'administration devient de plus en plus tatillonne, ajoute-elle. Des étudiants sont venus tourner un court-métrage, j'ai dû remplir des dizaines de formulaires d'autorisation. C'est usant, » Et elle en profite pour rendre hommage à Berna-dette Peynaud, sa secrétaire de mairie, qui, comme tous ses collègues, accomplit un travail indispensable et mal récompensé.

Écho identique chez Guy Sibut, maire de Gaillères, dans la Communauté d'agglomération de Mont-de-Marsan. « Après l'attentat de la préfecture de police de Paris, j'ai reçu des consignes de Vigipirate renforcé pour ma commune qui

« Cette fonction m'a beaucoup appris mais l'ai trop souvent eu l'impression de ramer tout seul dans le bateau »

maire. « l'ai dû passer deux soirées à chercher un ane dont les propriétaires s'étaient débarrassés, comme d'un jouet, raconte ainsi Philippe Courbe, maire de Bernos-Beaulac (Gironde) depuis 2008. Les gendarmes rigo-

#### « Tu nous abandonnes »

Et puis la peur de l'agression. « Quand vous êtes maire, vous devez intervenir en cas de dispute conjugale avant l'arrivée des gendarmes, poursuit Philippe Courbe. Deux ou trois fois, j'ai eu peur de prendre un mauvais coup.» Caline

compte 600 habitants. Comment voulez-vous

que je les applique ? » On pourrait multiplier anecdotes, cocasses ou dramatigues, gui pimentent le quotidien du

plusieurs fois les enfants d'un couple en pleine crise. Et ne parlons pas des morts qu'il faut aller annoncer dans la nuit. « l'ai été appelé chez des agriculteurs que je conlaient mais pas moi. »

nais très bien. Leur fils s'était pendu dans la grange », raconte Georges Delabroy, futur ex-maire de Saint-Christophe-de-Double (Gironde). « On dit que le maire est l'élu préféré des Français mais ça ne se vérifie pas toujours sur le terrain, ajoute Philippe Courbe. Quand j'ai annoncé ma décision de ne pas me représenter en 2020. un habitant m'a dit : "Tu nous

abandonnes". Et je lui ai répondu:

Alamy se souvient avoir hébergé

"Je crois que c'est plutôt moi qui ai été abandonné." » Par l'État qui rétrécit ses dotations : 70 000 euros de moins par an sur un budget d'15 million à Bernos-Beaulac, Mais aussi, cela se dit moins, par ses ad-

C'est une des raisons pour lesquelles Guy Sibut va raccrocher son écharpe après un seul man-dat. « Les gilets jaunes ont montré que les Français réclamaient plus de démocratie participative. Mais qui vient assister aux travaux du Conseil municipal ? Personne. Qui veut vraiment s'impliquer dans la vie locale? Cette fonction m'a beaucoup appris mais j'ai trop



Caline Alamy devant sa mairie de Castelmoron-d'Albret, protos i

souvent eu l'impression de ramer tout seul dans le bateau.»

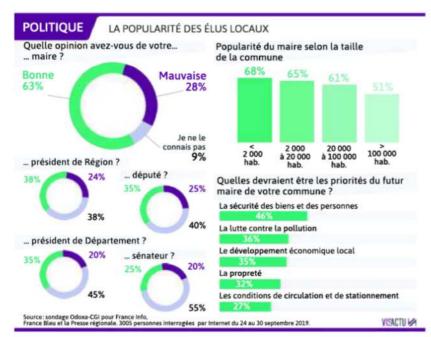
#### Sans rancœur

Même sentiment chez Georges Delabroy, élu en 2014, dans une commune, rappelle-t-il, « qui vote massivement Rassemblement national, à l'opposé de mes convictions. C'est moi qui, en 2014, ai constitué ma liste et j'en assume l'entière responsabilité. Un de mes projets était de construire un centre culturel à la place de la minable salle des fêtes qui existait jusque-là. J'y suis parvenu mais j'ai dû surmonter les bâtons dans les roues que m'ont mis une partie de mes propres colistiers. Quant à la population, j'ai compris qu'elle

s'en fichait complètement. À 77 ans, vous savez, j'ai passé l'âge de me faire emmerder !» Malgré les embûches, les quatre futurs exmaires arrêtent sans rancœur, plutôt fiers du devoir accompli et transformés par ces années de mandat. « Il y a d'autres moyens d'être utile à sa commune », assure Philippe Courbe qui n'exclut pas de rester un simple élu municipal.

« Il ne faut pas s'attendre à beaucoup de reconnaissance», soupire Caline Alamy, Mais ce dévouement laisse aussi des traces. Sa fille de 18 ans s'intéresse beaucoup à la vie politique. Elle envisage de se présenter à une élection dans quel-

ques années.



## Les administrés n'en

**SONDAGE** Si le maire reste l'élu le plus populaire auprès des Français, ceux-ci affirment à 84 % qu'ils n'ont aucune envie de lui prendre son écharpe

Indétrônable. Le maire reste, et de loin, l'élu le plus populaire de France avec 63 % de bonnes opinions (1). Mais plus il a d'administrés, plus son taux de popularité diminue. Il n'est plus que de 51 % dans les villes de plus de 100 000 habitants, là où le maire est souvent perçu comme un professionnel de la politique.

Le plus apprécié et le plus connu: 91% des personnes interrogées savent qui est leur maire, surtout dans les petites communes et en milieu rural. Il est quatre fois plus connu que le président de Région ou le député, cinq fois plus que le président du Département.

Au moins six Français sur dix trouvent leur maire compétent (67%), honnête (67% également), dynamique (64%), solide, ayant de l'autorité (61%) et proche des préoccupations des habitants (60%). 51 56 % d'entre eux considèrent qu'il aime les honneurs, ils ne sont que 41 % à trouver qu'il « fait plus de communication que de travail de fond » et 44 % à affirmer qu'il pense trop à sa réélection.

#### Trop souvent dérangés

De même, ils sont seulement 22 % à considérer que les maires « se plaignent trop ». En revanche, six a sept Français sur dix jugent qu'ils doivent faire face à de trop grandes responsabilités (64 %), subissent souvent un manque de respect (62 %), ont un défaut de reconaissance et sont trop souvent dérangés pour des sujets mineurs

## vient pas leur maire



L'écharpe tricolore ne fait pas rêver. PHOTO AFF

(61 % dans les deux cas). On comprend donc facilement que 84 % des Français interrogés n'ont aucune envie de devenir maire à la place de leur maire... Dans les 16 % qui déclarent que si l'occasion se présentait, ils aimeraient être élus, il y a plus de probablement (11 %) que de certainement (5 %). En tout cas, si les Français apprécient leur maire mais n'envient pas son écharpe, cela ne garantit pas pour autant sa réélection ou l'élection du candidat que ce dernier soutiendrait. À cinq mois des élections, quatre électeurs sur dix ont encore besoin d'un temps de réflexion.

Il est vrai que les listes sont partout en cours de construction, que tous les maires, loin de là, n'ont pas annoncé leur décision de se représenter ou pas et qu'un nouveau parti, LREM, est apparu depuis les élections de 2014. À ce propos, on relève que ses sympathisants sont proportionnellement les plus nombreux (42 %) à vouloir réélire leur maire actuel ou celui qui prendra sa succession.

 Sondage Odoxa effectuésur Internet du 24 au 30 septembre auprès de 3 005 personnes.

## Une loi pour les remotiver

OBJECTIF: REMOTIVER LES MAIRES, enraver la crise des vocations et replacer l'élu « préféré » des Français (lire par ailleurs) « au cœur de l'action publique ». A cinq mois des municipales, c'est dire si le projet de loi « engagement et proximité » tombe à pic. Il doit être voté aujourd'hui en première lecture au Sénat, avant de partir à l'Assemblée dès novembre, pour une adoption définitive avant les municipales en mars. Porté par le ministre chargé des Collectivités territoriales Sébastien Lecornu, le projet de loi doit « changer la vie quotidienne » des maires et renforcer la place de la commune. L'idée, après des mois de tension avec l'exécutif, est de répondre au « blues » des maires et des élus locaux confrontés à des mandats de plus en plus techniques, et qui se sentent dépossédés de leurs pouvoirs tout en restant « en première ligne » des revendications des administrés. « Il n'y a pas une mesure spectaculaire dans le projet de loi », explique Sébastien Lecornu, « Mais l'accumulation de mesures de bon sens font un tout et un système qui peut changer la vie des élus. »

POUVOIR DE POLICE RENFORCÉ. Les sénateurs ont déjà intégré plusieurs mesures du Plan d'action pour la sécurité des maires, pour compléter le texte initial. Le maire verrait ses pouvoirs de police renforcés et pourrait faire appliquer ses décisions en établissant des amendes administratives ou en imposant des fermetures d'office de locaux. Et les communes auront l'obligation de contracter une assurance pour une protection juridique du maire pour les litiges qui



Sébastien Lecornu. PHOTOAFP

relèvent de son mandat. D'autres mesures attendues: revalorisation des indemnités des élus des petites communes (les maires des communes de 1 000 à 3 500 habitants touchent environ 1 670 euros par mois contre 660 euros pour celles de moins de 500 habitants), prise en charge des frais de garde des enfants, droit à la formation, sécurisation « face à la complexité des normes », etc. Il s'agit aussi de redéfinir un « équilibre » dans les compétences entre communes et intercommunalité. « Il s'agit de dégripper la machine », explique la corapporteure cen triste, Françoise Gatel, décrivant « une loi d'assouplissement ». À gauche, le socialiste Éric Kerrouche pointe dans le texte « une logique de câlinothérapie », avec « des mesures bonnes à prendre », mais insuffisantes pour redonner « l'envie » aux élus qui doutent.

## « Un sentiment d'inutilité »

## **ENTRETIEN** Pour Jean-Luc Bœuf, fonctionnaire territorial, la désillusion des maires a plusieurs raisons

Actuel directeur général des services du Département de la Drôme, Jean-Luc Bœuf a exercé cette même fonction à La Roche-Sur-Yon (85), à l'agglomération de Quimper (29), dans le Val-d'Oise et la Région Franche-Comté. Il a enseigné à Sciences-Po Paris et collabore à différents médias de presse écrite ou audiovisuelle. Il vient de publier un recueil de chroniques sous le titre « L'Effet maire » (éditions du Palémon).

#### « Sud Ouest » Êtes vous surpris par cette désillusion qui s'empare de nombreux maires de France?

Jean-Luc Boouf Non, Les maires se sentent abandonnés et éprouvent un sentiment d'inutilité qui infuse depuis plusieurs décennies et qui a vraiment surgi en 1999 avec la première loi sur les Communautés d'agglomération. L'État a laissé courir l'idée que 36 000 communes, c'était vraiment trop et que le vrai niveau, ce serait dél'intercommunalité. sormais C'était une décision vue d'en haut. Mais vu d'en bas, les gens ont besoin de proximité, même si ce mot ne veut plus dire grand chose à force d'être utilisé, mais surtout d'un interlocuteur réel.

#### Il est cependant vrai que la France et ses 36 000 communes représentent une exception européenne.

Ce refrain a été entonné des milliers de fois dans le but de réduire le nombre de communes et ça n'a pas fonctionné. Dans les autres pays, il y a des systèmes de régulation de proximité qui fonctionnent. En France, c'est la commune. Aujourd'hui, ce qui compte, c'est moins le lieu que le lien. J'ai été sidéré d'entendre un député, tout juste élu en 2017, déclarer qu'il n'était pas là pour écouter les problèmes de logement des gens. Comme si le représentant politique n'était plus qu'un simple technicien. Or, la première chose avant de tenter de répondre au problème de quelqu'un, c'est d'écouter ce dernier quand il vous l'expose.

#### Les maires dénoncent aussi une complexification croissante...

Depuis des années, j'accompagne par amitié le maire d'une petite commune de l'Aubrac. Et c'est stupéfiant. Les collectivités de grande ou moyenne taille peuvent s'appuyer sur des techniciens comme moi. Les maires des petites communes sont seuls. Au sein de l'appareil d'État, ily a beaucoup de cadres sans troupes. Alors, que fait un cadre seul? Il pond de la circulaire. Certaines choses assez simples se traduisent en textes de 25 pages impossibles à avaler pour un élu de petite commune.

# Pour ces maires qui ne disposent que de petits budgets, l'intercommunalité n'est-elle pas nécessaire? Quand il s'agit de réaliser des équipements, oui, bien sûr. Mais ce qui manque à l'intercommunalité, c'est ce lien dont je vous parlais. Même pour rénover un bout de route, on perd en réactivité. La politique, cela consiste à prendre des mesures et à les faire appliquer. Et le maire n'est pas toujours en situation de le faire. Mais lui, il est à portée d'engueulade de l'habitant



Jean-Luc Boeuf. PHOTO DR

de sa commune. Avec les gendarmes, le maire reste le dernier interlocuteur de proximité.

#### Emmanuel Macron a-t-il accentué cette coupure entre Paris et les territoires ?

Le divorce avec les territoires date du 17 juillet 2017, lorsqu'il annonce la création d'une Agence nationale de cohésion des territoires qui n'a toujours pas vu le jour et, quelques jours après, diminue de plusieurs millions les crédits d'aménagement du territoire. Les maires avaient alerté sur la révolte des gilets jaunes, ils n'ont pas été écoutés. Ouand vous discutez avec les conseillers des cabinets ministériels qui ne franchissent iamais le périphérique, ils s'empressent touiours de vous dire, comme pour se dédouaner, qu'ils ont de la famille dans le Cantal. le Iura ou le Perche. Aucun maire n'avait réclamé la suppression de la taxe d'habitation. On coupe un lien essentiel entre la commune et le citoven. Il n'y aura plus que les propriétaires à payer un impôt local. Ce n'est pas bon pour la démocratie.

#### TROIS CLÉS POUR COMPRENDRE

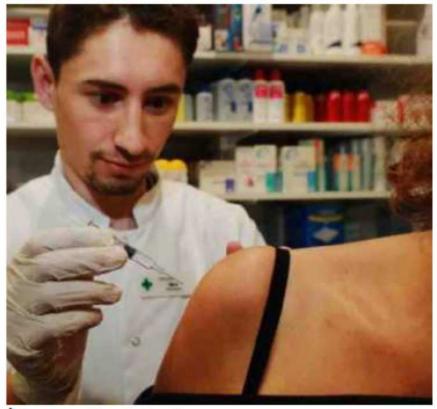
# Pourquoi les pharmacies peuvent administrer le vaccin contre la grippe

La campagne de vaccination contre la grippe a débuté. Nouveauté : les pharmaciens peuvent désormais effectuer ce geste de prévention, au même titre que les infirmiers. Objectif : améliorer le taux de vaccination

Nez qui coule, maux de tête... L'automne approche et avec, son petit lot de désagréments. Pour protéger les personnes les plus fragiles, la campagne de vaccination contre la grippe a démarré. Chaque année, la maladie touche 2 à 6 millions de personnes, entraîne des dizaines de milliers de passages aux urgences et fait 10 000 morts en moyenne-8 100 l'hiver dernier, selon les autorités sanitaires. Nouveauté : les pharmaciens peuvent désormais vacciner les patients alors que seuls les infirmiers et les médecins y étaient jusqu'à présent autorisés. Explications.

## Lesuccès de l'expérimentation menée en Nouvelle-Aquitaine

En octobre 2017, et dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale, le ministère de la Santé a lancé une expérimentation autorisant les pharmaciens à vacciner leurs clients contre la grippe saisonnière. L'expérience a débuté en Auvergne-Rhône-Alpes et en Nouvelle-Aquitaine puis a été étendue à deux autres régions en 2018 : les Hauts-de-France et l'Occitanie. Pour la saison 2018-2019, environ 700 000 vaccinations ont eu lieu en officine, indiquait Agnès Buzyn, début janvier. Face au succès de l'expérimentation, permettant d'élargir la couverture vaccinale notamment celle des plus âgés et des plus fragiles, la mi-



À Bordeaux, l'année dernière, archives guillaume Bonnaudy « Sudouest »

nistre de la Santé annonçait au même moment la généralisation du dispositif dans toute la France d'ici l'automne. Nous y sommes.

#### 2 Environ 12 millions de personnes concernées

Toutes les personnes majeures éligibles, y compris celles qui se font vacciner pour la première fois, peuvent retirer levaccin à la pharmacie « sur présentation de leur bon de prise en charge de l'Assurance maladie» et se faire vacciner au choix par un médecin, un infirmier, une sagefemme et, donc, un pharmacien. Le public notamment visé: les personnes âgées de 65 ans et plus, les adultes de plus de 18 ans atteints de maladies chroniques (diabète, insuffisance cardiaque ou respiratoire...), les personnes souffrant d'obésité et les femmes enceintes, soit environ 12 millions de personnes.

## 3 L'enjeu: améliorer la couverture vaccinale

Autoriser les pharmaciens à vacciner fait partie de l'offensive du gouvernement contre la grippe, cet hiver. C'est l'objectif de la campagne de communication annuelle, lancée hier: augmenter le taux de protection des populations à risque, qui sous-estiment souvent la gravité de la maladie. « Cette année encore la grippe va faire très mal », ne cache pas la campagne 2019, pour « frapper les esprits » et répondre à la défiance des personnes anti-vaccins. Les autorités sanitaires répètent qu'avec moins d'une personne fragile sur deux vaccinée (46,88% en 2018: 58.7 % en 2008), la couverture vaccinale est « insuffisante ». L'autre enjeu : que le corps médical aussi soit vacciné. Selon une étude publiée hier, les médecins ne sont que deux tiers (68 %) à l'être..

# Le Parlement refuse de voter l'accord

**BREXIT** Le président de la Chambre des communes a empêché les députés de voter l'accord de sortie de l'Europe, créant encore la confusion

e Premier ministre britannique Boris Johnson s'est vu refuser, hier, un vote du Parlement sur l'accord de Brexit décroché la semaine dernière à Bruxelles, prolongeant la confusion à dix jours de la date prévue pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE).

En vertu du principe selon lequel un même texte ne peut être débattu plusieurs fois lors d'une même session parlementaire, le président de la Chambre des communes, John Bercow, a refusé que les députés votent sur l'accord de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Il faudra donc attendre l'étude des textes d'application, plus complexes, pour savoir si le Parlement britannique donne son feuvert au compromis, compliquant la tâche des Européens qui doivent se prononcer sur un possible nouveau report du divorce.

Pour éviter un « no deal » le 31 octobre. Londres a décroché un nouvel accord de divorce avec l'Union européenne, la semaine dernière, mais n'est pas parvenue à obtenir le soutien du Parlement britannique samedi. Les députés ont adopté, par une majorité de 16 voix, un amendement qui reporte l'approbation du Parlement, le temps que soit adoptée toute la législation nécessaire à la mise en œuvre de l'accord de Brexit de Boris Johnson. Cet amendement avait pour but d'empêcher une sortie « accidentelle » sans accord si ces textes complexes n'étaient pas votés et promulgués à temps, selon son auteur. Le Premier ministre a, par conséquent,



Le Parlement ne s'est pas exprimé, hier, sur l'accord de Brexit. APP

été contraint de demander un report de la date de sortie, pour l'heure prévue au 31 octobre, une requête en cours d'examen à Bruxelles.

#### Soiret week-end

Mais le dirigeant conservateur, farouchement opposé à tout nouveau report du Brexit, déià repoussé deux fois, a accompagné cette demande d'une lettre expliquant pourquoi il ne veut pas de nouveau délai. Si le gouvernement ne parvient pas à faire ratifier le texte dans les temps, « un court report technique » est possible, a déclaré, hier à Berlin, le ministre des Affaires étrangères allemand, Heiko Maas, De son côté, Paris a répété qu'un « délai supplémentaire » ne « serait dans l'intérêt de personne ». La décision devra être prise à l'unanimité par les dirigeants européens.

#### **DU CÔTÉ EUROPÉEN**

Le Parlement européen sera la dernière instance à voter sur l'accord de Brexit et veut attendre que la Chambre des communes se prononce sur le texte de retrait. Une session extraordinaire pourrait être organisée, la semaine prochaine à Bruxelles, pour l'approuver si la Chambre des communes du Royaume-Uni le vote.

Déterminé malgré tout à tenir sa promesse d'un Brexit le 31 octobre, le gouvernement de Boris Johnson compte faire passer au Parlement le plus rapidement possible les textes de loi nécessaires à l'entrée en vigueur de l'accord, quitte à faire siéger les parlementaires le soir ou le week-end.

# La SNCF est-elle un baril de poudre prêt à exploser?

**TRANSPORTS** Suppressions de postes en cascade, réorganisations, mal-être des salariés : le conflit survenu après l'accident de TER s'inscrit dans un contexte de malaise social dénoncé depuis des mois par les syndicats

es cheminots « sont inquiets, en colère », « la situation sociale est alarmante », avertissaient, fin mai, les quatre syndicats représentatifs de la SNCF (CGT, Unsa, SUD et CFDT). Des propos tenus lors de leur première conférence de presse unitaire organisée depuis la grande grève du printemps 2018, qui n'avait pas réussi à bloquer le vote de la réforme du rail. Guillaume Pepy, le patron de la SNCF-qui passera le relais le 1er novembre à Jean-Pierre Farandou-, reconnaissait lui-même qu'« il y avait beaucoup d'interrogations » et, « franchement, de l'inquiétude » chez les salariés avant l'ouverture à la concurrence et la fin des embauches au statut de cheminot.

Cinq mois plus tard, un accident de TER dans les Ardennes met le feu aux poudres. Blessé, sans moyens de communication en état de fonctionnement, le conducteur était seul à bord, mercredi dernier, avec quelque 70 passagers, sans contrôleur. Touché à une jambe, il doit porter secours aux voyageurs, dont une dizaine de blessés, et sécuriser les abords pour éviter un sur-accident.

#### « L'accident de trop »

Le lendemain, des conducteurs de la région cessent le travail en exerçant leur droit de retrait pour alerter sur la sécurité. Le mouvement fait tache d'huile. «Avec le boucheà-oreille et le ras-le-bol généralisé sur la dégradation de la sécurité », ce « dépôt de sac » est « en train de s'étendre à tout le pays », prévenait, jeudi soir, Laurent Brun, secrétaire général de la CGT-Cheminots, premier syndicat de la SNCE Résultat : vendredi, c'est la pagaille dans les gares, avec un trafic national et régional perturbé, à la veille des vacances scolaires. Des perturbations qui se poursuivront les jours suivant en s'atténuant progressivement.

Cet accident était « l'accident de trop », a résumé Erik Meyer de SUD-Rail (3° syndicat de la SNCF). Cet « événement de sécurité majeur » a été « l'étincelle » dans « un climat social dégradé et un dialogue so-

« Les salariés ont besoin de sécurité, d'écoute, de transparence sur les conditions de travail » cial inefficient », a estimé Sébastien Mariani de la CFDT-Cheminots (4° syndicat). Le « contexte social est tendu et anxiogène » à la SNCF, où « les salariés ont besoin de sécurité, d'écoute. de

transparence sur la protection tant des emplois que des conditions de travail », a souligné l'Unsa ferroviaire (2° syndicat).

Au total, ily a eu « entre 15 000 et 20 000 droits d'alerte sur 23 000 conducteurs et contrôleurs », a précisé Laurent Brun, hier. « L'ampleur de ces droits d'alerte est le résultat d'un ensemble de facteurs : la dégradation de la sécurité vécue » par les cheminots « avec des craintes pour leur vie person-



Débuté dans le Grand Est, jeudi, le mouvement de grève a fait tache d'huile pour s'étendre à toute la France. PALCIAUDE PETITAL SO »

#### L'inspection du travail lève le ton

L'inspection du travail du Grand Est a préconisé, hier, la suspension « de la conduite des trains par un agent seul à bord », le temps que « les risques liés au travail isolé [...] soient correctement considérés », dans un courrier adressé à la SNCF Grand Est. Frédéric Delorme, directeur général sécurité de la SCNF, a toutefois écarté une suspension de ces trains : « l'exploitation d'agents seuls est couverte » par de multiples « réglementations », en France et en Europe, afin que « les trains roulent en sécurité », que ce soit pour l'agent comme pour les voyageurs, a-t-il assuré. Par ailleurs, l'inspection du travail n'a pas formulé une « injonction » mais une « préconisation », a-t-il ajouté, ce qui n'a pas la même portée juridique.

nelle, et plus généralement l'impression qu'on nous en demande de plus en plus, avec de plus en plus de mépris », a-t-il jugé. « La situation est explosive », a-t-il averti.

## SUD OUEST.fr Prévisions de trafic, analyses, reportages.. Toute l'actualité de la SNCF sur notre site Internet.

## Néo Terra : le compte est-il bon ?

CONSEIL RÉGIONAL Les élus ont débattu. hier, des orientations budgétaires 2020 et de la feuille de route climatique et énergétique. Sa traduction budgétaire a divisé l'assemblée

Report Lasseme

b.lasserre@sudouest.fr

lain Rousset a levé le peu de secret qui entoure sa pro-Achaine candidature aux élections régionales de 2021. Alors que l'assemblée débattait des orientations budgétaires 2020, le président a lancé: « Je ne suis pas sûr qu'on aura un sale bilan en 2021. Ce sera compliqué de dire qu'il y a une autre politique possible. »

Face à la bronca de l'opposition, Alain Rousset a ajouté : « C'est pour vous aider à préparer votre programme. » S'il s'adressait d'abord aux groupes de droite et du centre, on peut penser que le président a glissé aussi un message vers son aile gauche et écologiste qui va, lentement mais sûrement, faire monter la pression.

Le chef de file du groupe Peps (Pour une écologie populaire et sociale), Stéphane Delpeyrat, s'est notamment demandé s'il ne faudrait pas s'affranchir d'une certaine orthodoxie budgétaire pour répondre à l'urgence climatique.

#### Lune de miel et valse-hésitation

La session plénière d'hier n'a pas été avare de surprises. On y a, en effet, entendu plusieurs porte-parole de l'opposition accuser l'exécutif de traîner la patte pour mettre en œuvre son projet Néo Terra, voté le 9 juillet. « Néo Terra était l'aveu que ce qui avait été fait auparavant en matière d'environnement n'était pas satisfaisant», affirme, par exemple, Alexandra Siami (LR/LMR) qui déplore « l'absence de traduction dans le budget » de cette feuille de route.

Idem chez les centristes Aurélien Sebton (UDI) se montre presque plus écologiste que le groupe EELV. « La lune de miel du 9 juillet est de venue une valse hésitation », ironise Pascale Réquenna (MoDem) tandis que lean Dionis (Union centriste) rappelle que son groupe avait voté en faveur du plan climatique régional mais qu'il ne voit dans les orientations budgétaires 2020 « qu'un épais brouillard de Garonne » et pas de traces de Néo Terra.

Seul le Rassemblement national, par la voix de Jean-Marc de Lacoste, considère que « le délire écologiste Néo Terra aura des conséquences budgétaires désastreuses ».

#### Une Région attractive

Tout ceci a le don d'agacer Alain Rousset qui rétorque que « 60 % du futur budget 2020 est Néo Terracompatible ». Qualifié par Edwige Diaz (RN) de « scrogneugneu » à l'égard d'Édouard Philippe et de son refus d'engager une nouvelle étape de décentralisation, Alain Rousset n'est guère plus badin à l'égard des craintes sur les tendances budgétaires d'ici à 2021 émises par le président de la commission des finances, Olivier Chartier (LR/LMR), et toujours Jean-Marc de Lacoste.

Les deux élus rappellent que la capacité de désendettement va s'amenuiser tout comme l'épargne brute de la Région, conséquence principale du coût de la fusion des trois anciennes Régions. « La Nouvelle-

Aquitaine est

une des régions

«La Nouvelle-Aquitaine desrégions lesplus attractives et une de celles où se créent le plus d'entreprises »

les plus attractives et une de celles où se créent le plus d'entreprises », répond Alain Rousset. Ce demier a, en tout cas, préféré lire le rapport de la Chambre ré gionale comptes que le

livre de son ex-vice-président aux finances, Jean-François Macaire, qui y règle justement quelques comptes.

Aurélien Sebton qui citait l'ouvrage, a dû se sentir dans la peau du rugbyman gallois recevant le coude de Vahaamahina en plein visage. « Vous êtes un pervers », lui a lancé Alain Rousset, Sans carton rouge



La session a débuté, hier, par une minute de silence en hommage à Jacques Chirac

### Pan sur la ligne Pau-Canfranc

Les observations de la Chambre régionale des comptes sur la gestion des TER en Nouvelle-Aquitaine (lire « Sud Ouest » d'hier) ont permis de réentendre une ritournelle béarnaise qu'on appellera: « La complainte de Pau-Canfranc, » Les adversaires de ce projet défendu bec et ongles par Alain Rousset se sont en effet saisis du rapport qui invite l'exécutif à financer en priorité la rénovation de nombreuses lignes ferroviaires de la région, à hauteur de 600 millions d'euros, avant cette ligne franco-espagnole. Les magistrats financiers doutent en effet de son utilité et de sa rentabilité.

Tour à tour, Jean-Michel Iratchet (RN) et Marc Oxibar (LR/LMR) ont dénoncé l'entêtement d'Alain Rousset en lui rappelant qu'il était tout seul à mettre la main à la poche, « Vous mentionnez l'Europe mais elle ne finance que la moitié des études rien pour les travaux, et l'État français se tient à l'écart du projet », lance Marc Oxibar.

« C'est quand même étonnant de devoir défendre cette ligne face à des élus des Pyrénées-Atlantiques », s'exclame le président de Région qui rappelle l'intérêt de l'État espagnol pour le projet et qui souligne « la dangerosité de la route avec les camions qui l'utilisent. Élargir la route coûterait



Les magistrats financiers doutent de l'utilité et de la rentabilité de la liaison, ACHUSON

deux fois plus cher que le chantier ferroviaire [...] Pau-Canfranc ne décale aucun autre projet ferroviaire », ajoute-t-II, tandis que son vice-président aux transports, Renaud Lagrave, épingle la Cour des comptes qui s'est prononcée pour la fermeture des petites lignes « C'est un choix que nous ne partageons pas. Nous, ce sera du rail et sans

#### SACHEZ-LE

#### Un coup de projecteur sur le fémur géant trouvé à Angeac-Charente

L'inépuisable gisement d'os de dinosaures d'Angeac-Charente a été une nouvelle fois évoqué sur France Inter. hier. Le paléontologue Ronan Allainétait invité dans l'émission « La tête au carré » à parler d'un ouvrage dont il signe la préface. Il est revenu sur la dernière trouvaille d'Angeac, un fémur de sauropode entier de deux mètres de long. « Il a été découvert en public, la préparation de l'os se fera aussi en public, finnovembre », a-t-il annoncé Le conservateur du musée d'Angoulême, Jean-François Tournepiche, confirme qu'il est en train de monter cette opération. « On cherche encore des fonds », précise-t-il.



#### LE CHIFFRE DU JOUR

taires ont été enregistrés % de hausse des prix alimenen un mois seulement, selon l'UFC Que Choisir. rapporte la Confédération paysanne de la Charente qui condamne sé vèrement « l'échec de la loi

« Soit 1,6 milliard en plus pour la grande distribution. C'est rageant de voir qu'il n'est sorti des tables rondes entre industriels, paysans, grande distribution que le seuil de revente à perte (SRP) », déplore Éric Picaud, le trésorier de la Confédération paysanne

## Soupçon de viol après un massage

cognac Une femme de 35 ans a porté plainte contre un magnétiseur qui aurait abusé d'elle

Une femme âgée de 35 ans s'est présentée au commissariat de Cognac pour déposer une plainte relative à des faits d'agression sexuelle, la semaine dernière. Elle a expliqué avoir fait appel aux services d'un homme âgé de 70 ans basé dans la région de Cognac et se présentant comme magnétiseur et guérisseur. Il était convenu qu'il fasse un massage. La jeune femme affirme s'être réveillée nue, en ayant subi une relation sexuelle non consentie. Elle explique s'être assoupie. Elle aurait pris un médicament recommandé par le magnétiseur.

#### **Appelàtémoins**

L'homme a été présenté vendredi au Parquet. Une information judiciaire est ouverte. La police recherche d'éventuels éléments similaires qui pourraient alimenter son enquête. Les personnes qui auraient un témoignage à apporter peuvent contacter le commissariat de Cognac (05 45 36 38 50) et demander le chef du groupe de recherche judiciaire.

#### Le Conseil départemental dit « stop »

FISCALITÉ Les élus charentais refusent la réforme fiscale défendue par le gouvernement

Hier, en conférence de presse, les élus du Conseil départemental ont tenu à soutenir leur vote émis au congrès des départements. Le week-end demier, à Bourges, ils se sont opposés au projet de réforme fiscale imposé par l'État.

Le gouvernement a choisi de supprimer la taxe d'habitation percue par les départements. En échange, il leur est proposé d'encaisser une partie de la TVA. « Sauf que celle-ci varie continuellement et que nous n'avons aucun pouvoir pour modifier son taux » résume François Bonneau, président du Conseil départemental. « Nous sommes les têtes de file de la politique sociale et un échelon de proximité important, abonde Brigitte Fouré, première vice-présidente. Le fonds de compensation de 250 millions d'euros proposé est très insuffisant quand on sait que nous dépensons, pour le compte de l'État, neuf milliards pour les Allocations individuelles de solidarité et deux milliards pour nous occuper des mineurs non accompagnés. » Cette position, réclamant davantage de moyens pour assumer correctement leurs compétences, est partagée par l'ensemble des élus de l'hexagone. Au congrès, ils ont signifié leur désaccord à l'unanimité moins une abstention.

# Épandage : La Couronne terrain de démonstration

#### **AGRICULTURE**

La Chambre d'agriculture a montré hier la précision chirurgicale des épandages avec du matériel performant

Hélène Rietsch h.rietsch@sudouest.fr

n est dans une logique d'explication, pas de justification », ont revendiqué hier les élus FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) de la Chambre d'agriculture de la Charente qui organisaient une démonstration d'épandage de faux pesticide, dans un champ du lycée agricole de L'Oisellerie, à La Couronne. Un choix à dessein dans la commune de Jean-François Dauré, maire ayant pris un arrêté interdisant l'utilisation de pesticides à une distance inférieure à 150 mètres des habitations qui devrait être retoqué par la préfec-

Pour leur présentation, à laquelle étaient conviés élus, représentants d'association environnementale et agriculteurs, une nappe de bistrot blanche géante était posée sur le sol enherbé, à l'extrémité du bras d'un pulvérisateur moderne équipé de buses anti-dérives. Dans le réservoir, du sirop de menthe et des colorants; sur la nappe, des papiers hydro-sensibles. Bilan après le passage de l'engin: une bande de couleur sur 25 cm de large et pas plus.

#### «Onnefait pasn'importequoi »

« Ce qui prouve que dans des conditions météo idéales, l'épandage fait par une personne titulaire d'un certificat phyto ne présente aucun



Démonstration avec nappe blanche et papier hydro-sensible pour montrer la précision des épandages réalisés dans des conditions météorologiques optimales. PHOTO ANNE LACAUD

risque pour l'agriculteur et les personnes situées à côté des parcelles », assure Christian Daniau. Le président de la Chambre d'agriculture a également insisté sur la mission de la chambre consulaire, sous tutelle de l'État, engagée « dans une réduction des pesticides, mais pas du jour au lendemain ». « On a besoin d'être soutenus pour aller vers des méthodes vertueuses. »

Présenté également : un pulvérisateur confiné à tunnel, utilisé dans les vignes. « 20 % de viticulteurs charentais en sont équipés, on est le département où il s'en est vendu le plus (entre 40 et 60 000 euros l'unité)», ont dit les vice-présidents de la Chambre, évoquant des aides à l'équipement et les économies de produit réalisées. « On prend des infos de partout avant de traiter, on consulte plusieurs stations météos. On arrache des pieds de vigne, après analyses, si c'est nécessaire. On ne fait pas n'importe quoi », a abondé Anne-Marie Vaudon, viticultrice à Échallat et vice-présidente.

#### Nouveaux tests urinaires

« On a des applis, des réunions hebdomadaires. Notre sensibilisation est totale, en particulier sur la santé. Je n'ai pas investi par hasard dans du matériel performant et coûteux», abonde Pierre Brisson. viticulteur à Saint-Cybardeaux qui a baissé de 25 % ses traitements ces sept dernières années, « La préoccupation de bien traiter les champs vient d'abord des agriculteurs eux-mêmes, c'était moins le cas il y a quinze ans », estime Sylvain Jonette, technicien à la Chambre d'agriculture. « Je veux bien croire qu'il y a un désir sincère d'améliorer les choses, mais j'ai un doute sur les équipements existants. Il y a de plus en plus d'agriculteurs âgés. Et je vois beaucoup de vieux coucous dans nos vignes », tempère Marie Boutinon, bénévole et administratrice à Charente nature.

Davantage convaincu, Thierry Charbonnaud, conseiller municipal à Roullet et agriculteur non syndiqué FNSFA, s'est dit « prêt à relayer le message ». « Avec ces dérives de 15-25 cm, on est loin des 150 mètres de l'arrêté de La Couronne. Évidemment, on n'ira pas pique-niquer dans un champ qui est traité ou au bord de la N10. Ce qu'il faut, c'est respecter l'environnement et ne pas faire du surrendement. »

Prochaine étape annoncée par la Chambre d'agriculture, des nouveaux tests urinaires qui seront réalisés prochainement à l'hôpital et confiés à un laboratoire de Limoges agréé par l'État.

## Pour la Conf', on peut produire mieux

**RÉACTION** La Confédération paysanne comprend la décision du maire de La Couronne et milite pour la sortie des pesticides à terme

« "L'agribashing" ? On ne se sent pas victimes, on est fier d'être paysans. Nos pratiques nous ont rapprochés de la société civile, cette partie des consommateurs qui cherche à consommer plus local dans une économie circulaire. » Vice-présidente, président et trésorier de la Confédération paysanne Charente, Agnès Rousteau, viticultrice bio à Bréville, Jean-Luc Manguy, éleveur bio à Londigny, et Éric Picaud, paysan à Aigre, parlent d'une même voix.

Les démonstrations de précisions chirurgicales des épandages ne les impressionnent pas. « On a tous fait l'expérience de sentir des produits à 1 km à la ronde. Ce qu'il faut c'est aller vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et sortir des pesticides avec des mesures d'accompagnement économique. Et absolument arrêter

les perturbateurs endocriniens et les CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques) », insiste Jean-Luc Manguy. « Je pense que c'est une chance que de produire mieux et de réduire les indices de fréquence des traitements. Plutôt que des pulvérisateurs demiers cris et des débats sur la distance de pulvérisation, il vaut mieux réinstaller des haies de protection pour les riverains, supers pour la biodiversité. Je ne suis pas agricultrice pour faire vivre des marchands de matériel », abonde Agnès Rousteau.

La Confédération paysanne comprend la décision du maire de La Couronne parce qu'elle « est le résultat de l'absence de réponse et de prise en charge par les gouvernements successifs de la problématique des pesticides et de leur dangerosité ».

HR



Éric Picaud, Agnès Rousteau et Jean-Luc Manguy ont partagé les convictions de la Confédération paysanne. PHOTO ANNE LACAUD

#### ALERTE SUR LA PERTE DES AIDES BIO

La Confédération paysanne continue d'alerter sur la perte des aides au maintien bio, pointant « une distorsion des aides entre l'agriculture conventionnelle et bio ». « Moi qui traite moins qu'un agriculteur conventionnel, je suis moins aidée, je vis ça comme une injustice », pointe Agnès Rousteau. « Rien n'est fait pour encourager le bio et l'agriculture paysanne en petites fermes. Or, elles ont besoin de soutien car elles apportent de l'emploi », souligne Éric Picaud. Sur la Pac (Politique agricole commune), le syndicat défend notamment des axes qui favorisent le revenu et l'emploi paysan, tout comme elle s'oppose à l'accord de libreéchange Ceta, « climaticide ».

#### **CYBERSÉCURITÉ**

## La CAF met en garde contre le « phishing »



Le« phishing», ce sont des messages frauduleux que l'on reçoit par courriel ou téléphone. Pour être certain que vous consultez le site de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et non un site pirate, il suffit de saisir manuellement l'adresse www.caf.fr dans votre navigateur Internet et ainsi accéder à la page d'accueil officielle de l'organisme. PHOTO MEHO FEDOUAGH/AFF

## Divergence de calcul sur les finances publiques

JARNAC Le directeur départemental défend la stratégie mise en place sur le territoire cognaçais

Jeudi dernier, à Jamac, une soixantaine de personnes manifestaient leur attachement à la trésorerie de Jamac (notre édition de vendredi). Ils reprochaient notamment au nouveau dispositif des Maisons France services de « sonner le glas de vrais services de proximité ».

Dans un courrier envoyé à « Sud Ouest », le directeur départemental des Finances publiques de la Charente, Jean-Luc Roques, défend la reconfiguration à l'œuvre. Selon lui, « le projet du nouveau réseau des finances publiques en Charente a bien comme objectif de mettre les services de la Direction générale des finances publiques à proximité du plus grand nombre des usagers ». Le dispositif permettrait « d'accompagner les usagers au développement du numérique. et tout particulièrement les personnes âgées ».

#### « Pointsdecontact »

Pour Jean-Luc Roques, c'est le « format » des points de contact qui évolue. « Les agents de la DDFIP (Direction départementale des finances publiques, NDLR) ont vocation, dans le projet, à intervenir également dans les Maisons France ser-



Une manifestation a eu lieu jeudi devant la trésorerie. PLOS.

vice ou dans des permanences en mairie. Pour le territoire de Jarnac, alors qu'aujourd'hui seule la trésorerie de Jarnac assure un accueil guichet, à l'avenir, un accueil de proximité sera également assuré à Chateauneuf, en plus du maintien de l'accueil de proximité à Jarnac.»

La gestion financière et comptable des collectivités locales et établissements publics locaux, qui relève actuellement de la trésorerie de Jarnac, sera transférée sur le site de Cognac, Pour Jean-Luc Roques. ce dernier « constitue également un point de contact pour les usagers. Deux conseillers aux décideurs locaux seront dédiés au territoire couvert par le SGC de Cognac», c'est-à-dire l'Agglomération de Grand-Cognac et la Communauté de communes du Rouillacais. Selon ses calculs, « quatre communes bénéficieront d'accueils de proximité contre trois actuellement ».

#### Un début d'incendie rue d'Angoulême

POMPIERS Trois véhicules et 18 hommes. Les gros moyens ont été déployés pour un début d'incendie qui s'est déclaréhier vers 18 h 25, rue d'Angoulême. Une fumée épaisse s'échappait d'une habitation située dans une arrière-cour, au niveau du numéro 48 de l'artère piétonne. La famille qui y réside était absente. Les pompiers sont remontés à l'origine du sinistre, l'incendie semblerait d'origine électrique. Le phénomène a été rapidement maîtrisé. Les mesures de carbone étaient correctes mais la fumée a provoqué de gros dégâts. Les locataires se sont relogés par leurs propres moyens.



Gros déploiement de forces dans l'artère piétonne. PHOTO PH.M.

#### CHÂTEAUBERNARD

## « Un endroit calme où l'on fait de belles rencontres »



Daphné Sorlut vend ses dernières courges. PHOTO S.B.

Dimanche soir au lardin respectueux, Daphné Sorlut, maraîchère bio, mais juste exceptionnellement là pour la Fête de la courge qui avait lieu le week-end dernier - elle se lance désormais dans une carrière artistique-, vend encore quelques cucurbitacées. Plus loin, Nathalie Hardy a plié bagage : son atelier enfant a tout de même réuni 45 petites têtes blondes sur les deux jours pluvieux. Toute une semaine de préparatifs sous les cordes, les chevilles ouvrières du jardin ont fait un gros effort de bâchage pour qu'exposants, animateurs d'ateliers et teneurs de stands soient au sec. La mission a été réussie Yohann Decharraud avec son atelier tout cuir Tiipiik peut en attester. À ses côtés, Benoît Monadier, salarié du jardin, confirme qu'il a eu moins de monde à cause du temps mais affiche un sourire heureux.« On sent

une fidélité. Les gens sont venus équipés. Ils savent que, malgré tout, il y a quelque chose à voir. »

#### Visite guidée

Le moment fort du week-end? La course de brouette du samedi? Non, pas vraiment, trop cliché pour l'un des piliers des lieux: « C'est dimanche après-midi avec le concert de Sillon qui s'est produit en acoustique, cela traduisait bien l'ambiance du jardin: un endroit calme où l'on fait de belles rencontres.»

Le plaisir musical s'est prolongé avec Waldden, seul sur scène, et Céline Castano. « Tout le site en profite », corrobore Yohann Decharraud. Mais ne les dérangeons pas plus longtemps, Benoît Monadier offre une visite guidée au petit nouveau du jardin. Encore une belle rencontre...

#### Sandra Balian